



AOÛT 1914, L'ENTRÉE EN GUERRE DU LITTORAL

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, et son épouse, sont assassinés à Sarajevo. Cet événement marque le début d'une crise internationale dont l'aboutissement est le déclenchement de la Grande Guerre. La France mobilise le 2 août. Le lendemain, 3 août, l'Allemagne lui déclare la guerre.



Cherbourg, départ de 2^e régiment d'infanterie vers l'ouest © 2014 Agence France Presse

Les hommes affluent à Granville et à Cherbourg

En août 1914, Granville et Cherbourg, les deux principaux ports manchois, sont aussi des villes de garnison. Elles constituent deux des trois centres de mobilisation du département, avec Saint-Lô. En conséquence, ces localités connaissent, à partir du 1^{er} août, une intense activité. Les régiments d'active se préparent à rejoindre les frontières de l'Est. Les réservistes affluent pour former les unités de réserve, les 202^e et 225^e régiments d'infanterie, mais aussi les 73^e et 77^e régiments de territoriaux, composés d'hommes encore soumis aux obligations militaires mais trop âgés pour servir dans l'active ou la réserve. À Cherbourg, les réservistes de la Marine arrivent également au 1^{er} dépôt des équipages de la flotte.

Journal de la Mairie

Le 28 août 1914, à Granville, les réservistes affluent pour former les unités de réserve, les 202^e et 225^e régiments d'infanterie, mais aussi les 73^e et 77^e régiments de territoriaux, composés d'hommes encore soumis aux obligations militaires mais trop âgés pour servir dans l'active ou la réserve. À Cherbourg, les réservistes de la Marine arrivent également au 1^{er} dépôt des équipages de la flotte.

Une mobilisation patriotique

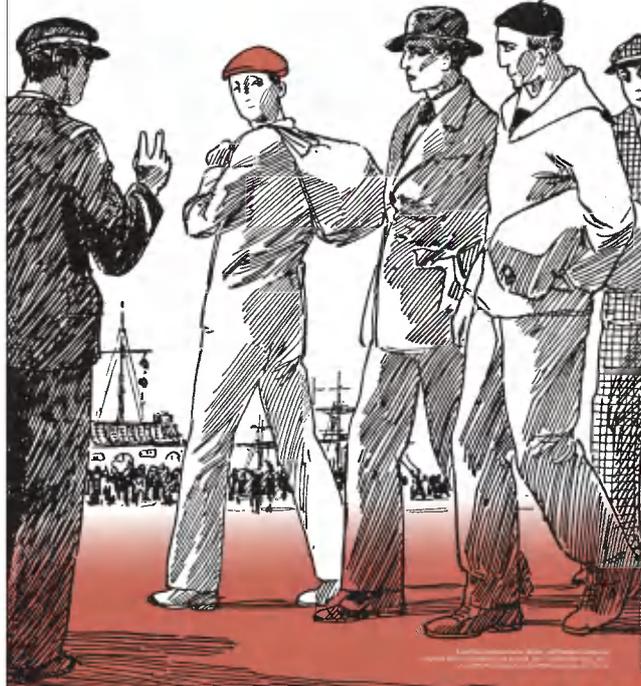
À Cherbourg, le 29 juillet, un rassemblement organisé pour « fêter la guerre et les menées impérialistes » attire peu de manifestants. Quelques militants pacifistes, inscrits au carnet B, c'est-à-dire au registre des personnes considérées comme susceptibles d'entraver la mobilisation, sont arrêtés. Mais, dans l'ensemble, les sources décrivent unanimement un climat patriotique, et cela tout autant à Granville qu'à Cherbourg.

Le 5 août, à Granville, « un immense cri de "Vive l'armée ! Vive la France !" » est poussé lors d'une cérémonie militaire organisée par le 2^e de ligne. Dans la soirée, les drapeaux tricolores « flottent aux fenêtres, en l'honneur de ceux qui vont partir ». À partir du 7 août, ces scènes se reproduisent lorsque les soldats embarquent dans les trains qui doivent les emmener aux frontières.

Ce même jour, le préfet Giraud affirme qu'un « courant de patriotisme anime toute notre population ». Le 8 août, il considère que « l'état moral » est « excellent » même s'il avoue tout de même être surpris par le « souffle » et « l'ardeur » de populations qu'il avait « jugées tout d'abord moins portées aux grands intérêts collectifs ».



Préfet Giraud, 8 août 1914. Archives de la Mairie de Cherbourg





GUERRE navale

Entre 1914 et 1918, le département n'est pas directement touché par les combats terrestres. Cependant, son importante façade maritime place ses ports et ses côtes en première ligne de la guerre navale. Dès les premiers jours du conflit, les principaux belligérants s'attendent à un affrontement de leurs puissantes flottes de surface.



Cherbourg, vue aérienne prise le 20 août 1914, pendant la bataille de la mer du Nord. Le 20 août 1914, l'Allemagne lance l'opération de la mer du Nord.



Cherbourg, vue aérienne prise le 20 août 1914, pendant la bataille de la mer du Nord. Le 20 août 1914, l'Allemagne lance l'opération de la mer du Nord.



Carte des opérations navales dans la mer du Nord, 1914-1918.



Cherbourg, vue aérienne prise le 20 août 1914, pendant la bataille de la mer du Nord. Le 20 août 1914, l'Allemagne lance l'opération de la mer du Nord.

La guerre sous-marine

Le 2 août, l'amiral Rouyer, commandant la 2^e escadre légère, rassemble à Cherbourg une force de 50 navires. Le 3 août, la flotte appareille mais les bâtiments allemands s'abstiennent d'engager le combat.



Le sous-marin U-9, commandé par le capitaine Otto Hersing, coule le cargo allemand *Lucy* le 22 septembre 1914.

Ne pouvant rivaliser avec les navires britanniques, l'Allemagne se lance dans la guerre de course sous-marine. À partir d'octobre 1914, ses sous-marins posent des mines ou bien coulent des navires de commerce. Le 16 février 1915, le cargo *Ville de Lille* est ainsi le premier à sombrer au large de Barfleur. En avril 1915, un steamer anglais, le *Delmira*, est touché par une torpille allemande près de Saint-Vaast-la-Hougue.



Cherbourg, vue aérienne prise le 20 août 1914, pendant la bataille de la mer du Nord. Le 20 août 1914, l'Allemagne lance l'opération de la mer du Nord.

Alors que le conflit s'enlise sur terre, que le blocus allié isole les empires centraux et que l'engagement américain penche en faveur de l'Entente, l'Allemagne décide, le 1^{er} janvier 1917, de déclarer une « guerre sous-marine illimitée ». Le 18 mars 1917, le pétrolier américain *Illinois* est envoyé par le fond devant Cherbourg. Au moins 139 navires disparaissent entre Barfleur et le Mont Saint-Michel, principalement en 1916 (40%) et en 1917 (50%). Durant l'année 1918, la menace des sous-marins allemands s'éloigne. Le dernier navire coulé au large des côtes manchoises est le voilier *Joseph*, en avril 1918.

La lutte anti-sous-marine

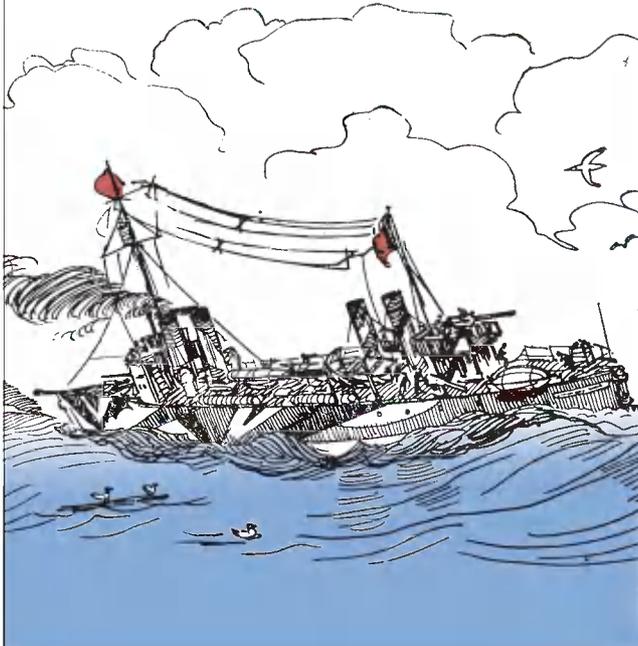


Le sous-marin U-9, commandé par le capitaine Otto Hersing, coule le cargo allemand *Lucy* le 22 septembre 1914.

Face à la menace sous-marine, les Français et les Britanniques cherchent des réponses mais les solutions qui s'avèrent véritablement efficaces sont lentes à mettre en place. Les Alliés transforment, par exemple, de simples chalutiers en navire de guerre, utilisent des hydravions et des dirigeables pour repérer les bâtiments ennemis et développent des systèmes d'écoutes sous-marines.

Des moyens de défense passive sont aussi utilisés en équipant de filets les voies d'accès aux ports, tandis que des champs de mines barrent certaines routes maritimes. Mais c'est surtout l'adoption de la technique des convois, à partir de janvier 1917, qui donne les résultats les plus probants dans la lutte contre les U-Boots.

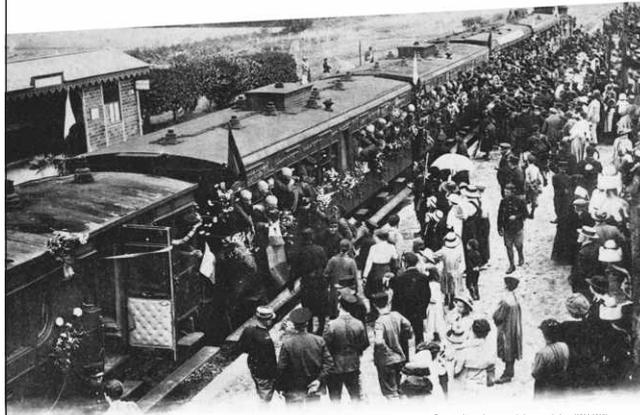
Le sous-marin U-9, commandé par le capitaine Otto Hersing, coule le cargo allemand *Lucy* le 22 septembre 1914.





GUERRE MONDIALE

Le conflit se distingue par son caractère mondial. Comme Brest ou Saint-Nazaire, Cherbourg, port d'importance, connaît de nombreux débarquements de troupes et voit l'installation de bases ou d'infrastructures alliées. De la même façon, Granville, et d'autres localités du littoral, accueillent des camps étrangers.



Cotentin, départ des troupes belges pour le front (1916-1918).
Archives de la Manche. Collection des cartes postales. 6 87 204 204 et 207.

Des troupes étrangères s'installent sur le littoral

Si les Britanniques et les Belges s'établissent dès août 1914 dans la Manche, les Russes apparaissent en septembre 1916 à Cherbourg, les Portugais, en avril 1917, les Américains, en juin 1918. Des Polonais sont encore présents entre 1919 et 1922.

Dès le 26 août 1914, une mission militaire britannique est à Cherbourg pour envisager la défense du Cotentin. À l'été 1917, les Britanniques établissent une gare de stockage et de triage aux Flamands, à Tourlaville. Fin avril 1917, Cherbourg attend 4000 soldats portugais. La municipalité de Tourlaville prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le logement de ces troupes avant leur départ pour le front, notamment au château et dans ses dépendances.

La région de Cherbourg sert de centre d'instruction, en particulier pour les Portugais, et reçoit des blessés militaires. Au 15 juillet 1915, 379 recrues belges sont soignées dans les diverses formations sanitaires de la Place (hôpital maritime de la Bucaille, le lycée, le casino, l'hospice civil). Des paquebots de l'État belge transformés en navires sanitaires, tels que le *Princesse Clémentine* et le *Léopold II*, partent de Calais et débarquent leurs blessés à Cherbourg. Le dernier contingent quitte Cherbourg en décembre 1918. À Saint-Pair-sur-Mer et à Portbail existent aussi deux dépôts de convalescents militaires belges.



Cette photo illustre le bureau d'administration d'un centre de soins militaires (1916).
Archives de la Manche. Collection des cartes postales. 6 87 204 204 et 207.



Débarquement des Américains en France, La Merie, 9 juillet 1917.
Collection particulière.

172 000 Américains

Le 6 avril 1917, les États-Unis entrent en guerre. Les ports français accueillent leurs contingents de *Sammies* (surnom des soldats américains).

Le 25 janvier 1918, le colonel Wood, représentant l'*Expeditionary transport corps*, se rend à Cherbourg pour étudier leur acheminement depuis le Royaume-Uni.

Au 18 novembre 1918, 172 264 Américains ont déjà débarqué dans le Cotentin. Un détachement permanent de 200 hommes séjourne dans l'ancienne caserne du quai du Vieil Arsenal, mais le gros des troupes rejoint vite le front. À l'automne 1918, une centaine d'Afro-américains sont également affectés à Granville pour le déchargement du charbon.

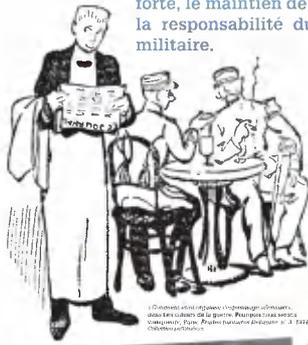


Cette photo patriotique, 1915.
Archives de la Manche.
Collection des cartes postales.
1 Mars 2012 149 204.



ESPIONNAGE ET CONTRE-ESPIONNAGE

Le 2 août 1914, jour de la mobilisation générale, un décret institue l'état de siège en France métropolitaine. Il instaure de nouveaux rapports entre les pouvoirs militaire et civil en accroissant les prérogatives de l'armée. À Cherbourg, place forte, le maintien de l'ordre et la police passent sous la responsabilité du préfet maritime, gouverneur militaire.



Le Commissariat spécial Adolphe Caire, inspecteur adjoint, dans les locaux de la gare. Photographie prise vers la fin de la guerre. (Archives nationales de la guerre de 1914-1918, collection de la Direction départementale de Cherbourg à M 11 n° 81)



Portrait de Gaston Abbe, directeur d'Études des renseignements généraux à Cherbourg, inspecteur de surveillance départementale, directeur de l'Étude départementale de Cherbourg à M 11 n° 81.



Surveiller et protéger

Le commissariat spécial de Cherbourg, les « renseignements généraux », constitue l'un des rouages du dispositif sur lequel le préfet maritime s'appuie. Le commissaire Adolphe Caire surveille les suspects, les marns, les étrangers, la presse, les militants syndicaux ou politiques, les pacifistes, les débits de boissons, les garnis et la prostitution. Il s'intéresse à tout crime ou délit susceptible de porter atteinte à la Défense nationale ou à l'effort de guerre, comme l'espionnage ou les trafics en tout genre favorisés par la situation de Cherbourg, base navale et alliée. Les méthodes d'investigation sont variées : contrôles inopinés, dénonciations, interception de la correspondance, écoute des propos tenus en public, filatures, enquêtes de voisinage, indicateurs.

À Cherbourg et à Granville, les installations militaires et les usines travaillant pour la Défense nationale focalisent l'attention. Tout incident survenu dans les ateliers est pris au sérieux. Le 12 avril 1915, on découvre des fils électriques sectionnés à l'usine Noyon de Cherbourg où l'on fabrique des grenades à main. Sabotage ? Non, puisque Louis Blondel, ajusteur-mécanicien, a cherché à se venger de son contremaître.



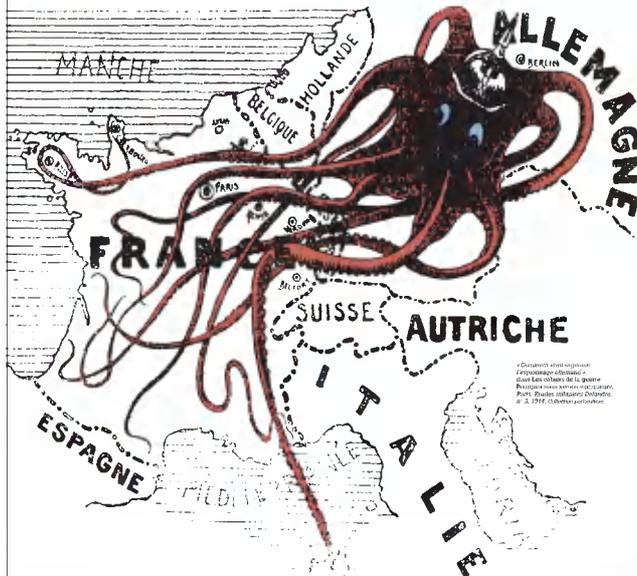
Portrait de l'inspecteur général de Cherbourg, 19 juin 1916, directeur de l'Étude départementale de Cherbourg à M 11 n° 81.

Saisie des biens allemands et austro-allemands

Le 27 septembre 1914, un décret interdit aux sujets allemands de se livrer directement ou par personne interposée à tout commerce sur le territoire français. Entre 1914 et 1918, le président du tribunal civil de Cherbourg rend 19 ordonnances de mise sous séquestre, à commencer par la société des mines et carrières de Flamenville, dont le magnat allemand Thyssen est l'unique bailleur de fonds. Le 14 novembre 1914, une ordonnance judiciaire place à son tour sous séquestre la Société du casino et des bains de mer de Cherbourg dont une partie des parts sociales serait détenue par la compagnie de navigation *Norddeutscher Lloyd*.



« Les Prisons », La Baule-Beauport, 27 juillet 1916, collection de la Direction départementale de Cherbourg à M 11 n° 81.



« Des agents et des espions », l'espionnage allemand, dans les réseaux de la guerre. Paris, BnM, collection de la Direction départementale de Cherbourg à M 11 n° 81.



Les «INDÉSIRABLES»

Dès la déclaration de guerre, des mesures sont prises à l'égard des étrangers et, en particulier, contre les ressortissants allemands ou austro-hongrois, qualifiés «d'indésirables». Au côté de l'ordre de mobilisation générale, un placard signale que tous les étrangers, sans distinction de nationalité, sont autorisés à quitter la France, jusqu'à la fin du premier jour de la mobilisation.



Arrestation d'un homme par le gendarmement, par Charles Fleury, La guerre civile vue par ses témoins, 2001, Librairie Skenev, 190p, Actes de la Marche, bibliothèque historique, 301-C-477.

Quatre camps «d'indésirables»

À partir de septembre 1914, les arrestations se multiplient. La nationalité, les défauts de permis de séjour, les antécédents judiciaires, les sentiments anti-français ou le vagabondage sont les motifs les plus fréquemment avancés pour justifier les interpellations. Tous les suspects sont dirigés vers des dépôts d'internés civils appelés aussi «dépôts des évacués», «camps de suspects» ou «camps de concentration». En 1915, la France compte 58 dépôts sur son territoire, principalement situés sur le littoral, dans l'Ouest ou le Sud-Ouest.

Comme la plupart des départements littoraux de l'arrière, la Manche tient une place singulière dans la politique d'internement menée par le gouvernement français. Loin du front, proche des côtes et riche en îles, le département offre aux autorités une zone idéale pour isoler cette population, notamment au début du conflit. Les ressortissants des puissances centrales y sont internés au sein de quatre dépôts distincts situés, d'une part, à Granville, dans la Grande Corderie et l'ancien fort des Îles Chauvsey et, d'autre part, à Saint-Vaast-la-Hougue, sur l'île de Tatihou et au fort de la Hougue.



Le fort de Tatihou.
Ministère de l'Architecture et du Patrimoine



Un interné dans sa chambre.
Tatihou.
Ministère de l'Architecture et du Patrimoine

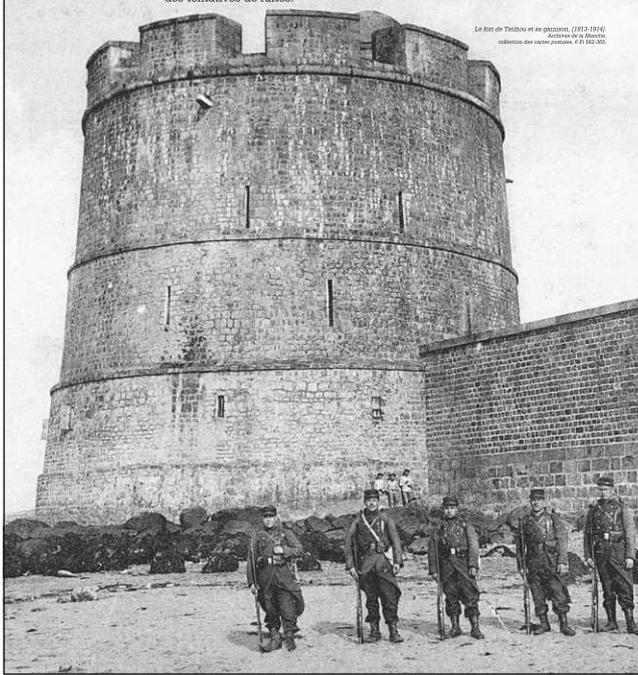


Camp de Tatihou.
vue du dehors.
Ministère de l'Architecture et du Patrimoine

1 350 internés

Au total, plusieurs centaines d'internés vivent dans les différents camps manchois. Un pic de près de 1 350 individus est atteint fin 1914-début 1915. On observe une baisse importante des effectifs lors du premier semestre 1915, notamment à Granville. Elle est en partie due aux rapatriements massifs de femmes, d'enfants et de vieillards. Par la suite, en application d'accords successifs entre belligérants sur les rapatriements et les libérations, les camps se vident peu à peu.

Dans ces dépôts, séjourne une population diversifiée, soumise à un ensemble de contraintes qu'elle ne peut atténuer que par des comités de secours et des protestations plus ou moins virulentes. Le travail à l'extérieur du camp ou les loisirs constituent les rares moments d'évasion de cette condition d'interné, en dehors des tentatives de fuites.



Le fort de Tatihou et sa garnison, (1913-1914), Archives de la Manche, collection des cartes postales, n° 31 342-360.



Les PORTS ET LA PÊCHE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

La déclaration de guerre bouleverse l'économie du littoral. Les ports voient leurs trafics considérablement augmenter, alors même qu'ils doivent absorber de nouvelles marchandises. Il faut donc adapter les infrastructures. La pêche connaît, elle aussi, des perturbations avec la mobilisation des gens de mer, puis lorsque l'Allemagne s'engage dans la guerre sous-marine.



Cherbourg, débarquement du poisson, quai de Caillou, début XX^e siècle. Archives de la Manche, collection de cartes postales. F11 124141.

Aménagements et trafics portuaires

Si les ports secondaires, Carteret, Barfleur, Portbail ou Saint-Vaast-la-Hougue, voient leur activité nettement ralentie du fait de la guerre, le trafic maritime à Granville et à Cherbourg s'accroît significativement. Les marchandises débarquées et embarquées jaugent ainsi, en 1918, plus d'un million de tonnes, contre 360 000 en 1913. La proximité du Royaume-Uni et l'établissement de bases alliées ont engendré un mouvement important. À Granville, durant la guerre, le charbon représente les trois quarts des importations, soit 126 000 tonnes par an, contre seulement 30 000 en 1913.

Ces évolutions nécessitent des aménagements. À Cherbourg, la Marine a achevé, peu de temps avant le conflit, la construction de la jetée du Homet. Mais celle-ci a été conçue pour abriter des bâtiments de guerre. L'ouvrage doit donc être modifié pour permettre le déchargement des cargos. À Granville, les travaux de l'écluse et l'approfondissement du grand bassin s'achèvent en novembre 1914. En 1915, les quais sont équipés d'une voie de grue à portique alors qu'un chemin de fer est posé sur le quai d'Orléans.



Grue électrique à portique proposée par le Maître Guillard. Archives de la Manche, collection de cartes postales. F11 124141.



Granville, débarquement d'un navire, début XX^e siècle. Musée de la Marine de Granville.



Cherbourg, au quai, début XX^e siècle. Archives de la Manche, collection de cartes postales. F11 124141.

La pêche perturbée

En 1914, Granville est l'un des dix ports français qui arment le plus de navires pour les bancs de Terre-Neuve. La grande pêche représente alors 85% du tonnage du poisson débarqué dans la ville. Elle emploie 600 marins et permet le développement d'industries connexes. Pourtant, l'activité connaît déjà un recul que le conflit accélère. En 1915, seuls trois bateaux prennent part à la campagne de pêche à la morue. L'intensification de la guerre sous-marine en 1917 décourage les armateurs. Toutes les activités liées à la pêche, le mareyage, les métiers de la voile, la charpenterie ou la salaison, connaissent des difficultés. À l'armistice, Granville ne compte plus que 81 navires dont un seul morutier, *Le Normandie*.

Quant à la pêche côtière, elle est également ralentie. La réduction des flottilles entraîne une rarefaction du poisson sur les marchés locaux qui entretient l'inflation. Le poisson devient « un aliment de luxe ».

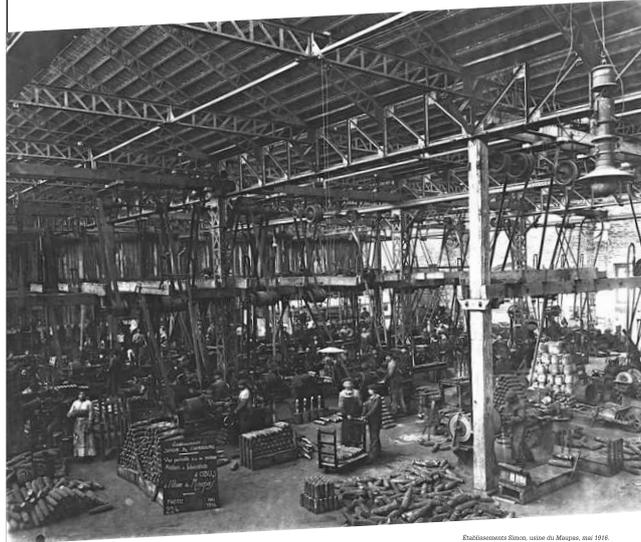
150 bateaux de pêche embla un canon-torpilleur, début XX^e siècle. Archives de la Manche, fonds Lucien Raubert. F11 124141.





Des industries en guerre

En 1914, le tocsin sonne aussi pour les industriels. Les autorités développent les arsenaux et poudreries d'État préexistants, réquisitionnent certaines entreprises ou coordonnent leurs relations avec le secteur privé. À Cherbourg, le centre industriel du département, l'arsenal et les usines produisent pour l'effort de guerre comme d'ailleurs, à Granville, les établissements de la famille Dior.



Etablissements Simon, usine du Masque, juillet 1916
Archives de la Marine, fonds des établissements Simon, 206 / 477

L'arsenal de Cherbourg

Durant la guerre, l'arsenal se consacre à la production d'engins explosifs et à l'entretien et la réparation des navires de guerre.

Les ateliers du port militaire fabriquent ou assemblent aussi toutes sortes de matériel et de moyens de transports pour les troupes. Ils produisent des chariots, des fourgons, certains objets indispensables au front, comme des outils de terrassement ou des periscopes de tranchée. Cette réorientation de l'activité nécessite le recours à l'industrie locale pour la réalisation de pièces séparées. Grâce à cette sous-traitance, l'arsenal fournit, durant le conflit, 150 caissons, 401 000 éléments de bois pour support de tentes, 70 800 bèches portatives, 6 770 étuis musettes, 600 caisses à obus.

La Marine le sollicite également pour de petites productions, par exemple des filets indicateurs, des sellettes pour mitrailleuses, des dragues, des grenades Guiraud, des brassières de sauvetage ou des bouées de liège. L'arsenal livre encore 20 hydravions Teulier au cours des années 1917 et 1918.



Cherbourg, l'arsenal,
vue du Masque, avril 1917
Archives de la Marine,
fonds des établissements
Simon, 206 / 480 et 481

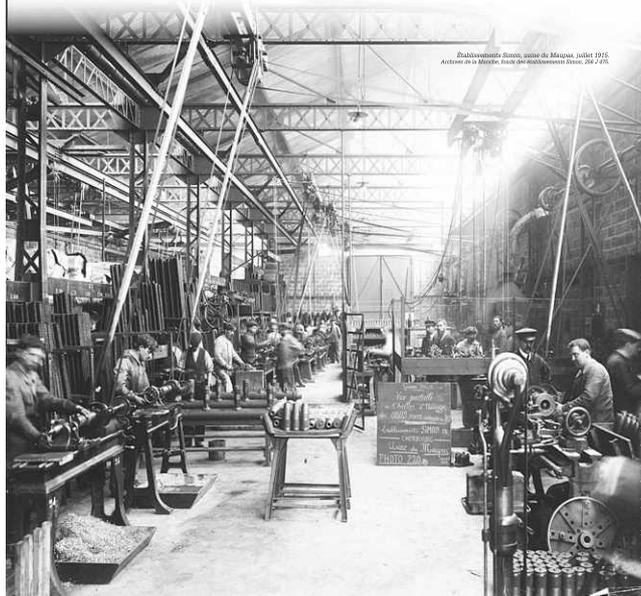
Les industries civiles au service de l'effort de guerre

Des sociétés locales sont aussi mobilisées pour l'effort de guerre. En 1917, 14 entreprises cherbourgeoises, occupant 2 110 ouvriers, travaillent ainsi pour la Défense nationale. Les établissements Simon, spécialisés dans la construction de machines agricoles, produisent des obus, des roues de pièces d'artillerie, des caisses à munitions, des mécanismes pour torpilles sous-marines et des appareils pour tirs contre les avions. La fabrique du Temple, qui construit habituellement des chaudières pour la Marine, se spécialise dans l'ajustage des obus. A Saint-Nicolas-près-Granville, les usines d'engrais chimiques Dior se reconvertisent dans la confection de poudre, d'explosifs et de gaz de combat.

Conséquence de cette reconversion, les établissements travaillant pour l'armée sont soumis à une surveillance accrue. Les entreprises Dior, considérées comme un site stratégique, accueillent ainsi des sentinelles et un poste de garde.



Etablissements Simon,
usine du Masque, avril 1917
Archives de la Marine,
fonds des établissements
Simon, 206 / 480



Etablissements Simon, usine du Masque, juillet 1916
Archives de la Marine, fonds des établissements Simon, 206 / 476



Main-d'œuvre et Revendications sociales

Le départ pour le front de milliers d'hommes engendre, à l'arrière, un déficit de main-d'œuvre. À l'été 1914, les femmes, assistées de leurs enfants et de leurs parents, assurent la poursuite du travail quotidien et notamment des travaux des champs. Malgré tout, le manque de bras persiste dans tous les secteurs de l'économie locale : dans les fermes bien sûr, mais aussi dans les usines et sur les docks.



Agitateurs sur le port, par Charles Foccart, Musée de la Marine, Paris, 1914. Archives de la Marine, Musée de la Marine et de l'Armée, 800 001 011

Problèmes de main-d'œuvre

Pour pallier le manque de main-d'œuvre, les autorités rappellent des soldats du front grâce, notamment, à la loi Dalbiez d'août 1915. Elles mettent aussi à contribution les internés civils et les prisonniers de guerre allemands. Les premiers, suspectés d'espionnage, sont d'abord employés dans des ateliers au sein des camps, puis travaillent sur le port de Granville. En septembre 1917, ils se mettent en grève et la Chambre de commerce, gestionnaire du port, demande un renfort de 100 à 150 prisonniers de guerre. Depuis 1915, des soldats allemands sont également affectés sur les quais cherbourgeois.



Quelques internés allemands travaillant dans les ateliers de la Chambre de Commerce de Granville, septembre 1917. Archives de la Marine, Musée de la Marine et de l'Armée, 800 001 011

En outre, on trouve, dans les ports manchois, des travailleurs étrangers, originaires des colonies et de puissances alliées ou neutres. Des Marocains sont embauchés pour des travaux de terrassement à Cherbourg et au centre des dirigeables d'Écausseville. En 1918, des Kabyles travaillent à l'arsenal. Les autorités françaises entament encore des négociations avec le gouvernement chinois. À Cherbourg, leur contingent s'élève à plus de 400 hommes en décembre 1918, 600 au milieu de l'année 1919.

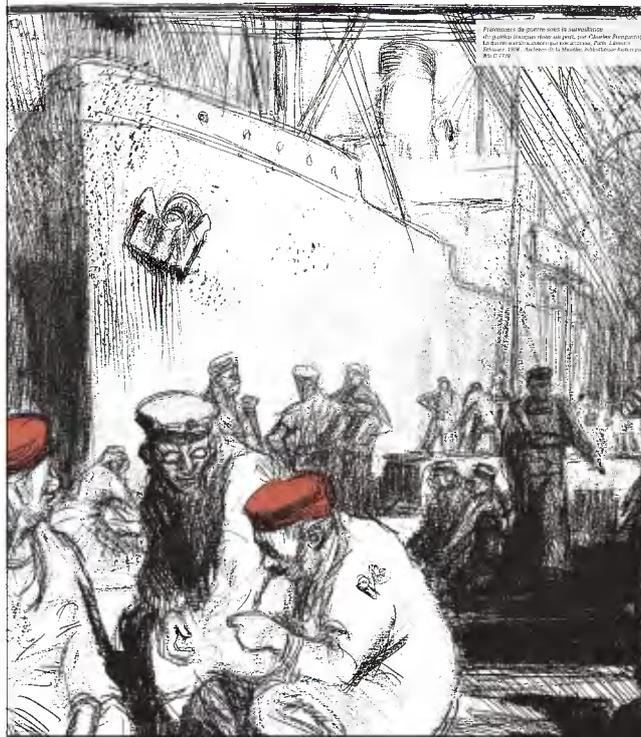
Revendications sociales

Entre 1914 et 1918, l'inflation ne cesse de progresser sous l'effet de la baisse des rendements et du ralentissement économique. Les pouvoirs publics reagissent d'abord en mettant en place une taxation des denrées puis, à partir de 1917, en instaurant le rationnement. Cherbourg, où se concentre la main-d'œuvre industrielle et portuaire, voit éclore plusieurs grèves à la compagnie des tramways, à l'arsenal et aux établissements Simon. Finalement, des négociations entre les principaux leaders syndicaux, Hippolyte Mars, Alexandre Burnouf et Théophile Retaileau, le député-maire, Albert Mahieu, et les patrons, aboutissent à des hausses de salaires.



La place et le marché en septembre 1918. Archives de la Marine, Musée de la Marine et de l'Armée, 800 001 011

À Granville, la situation économique est également difficile, mais on n'y relève aucun mouvement social. Les effectifs ouvriers y sont plus modestes. En outre, le commissaire de police surveille activement « les individus douteux » de la maison Dior, le principal établissement de la ville.



Prisonniers de guerre sur le quai de Granville, par Charles Foccart, Musée de la Marine, Paris, 1914. Archives de la Marine, Musée de la Marine et de l'Armée, 800 001 011



Femmes DU LITTORAL

La guerre entraîne des bouleversements dans la vie des femmes. En l'absence des maris, et dans un contexte de restrictions économiques, elles demeurent les gardiennes du foyer mais doivent aussi remplacer les hommes au travail. Dans le même temps, la moralité féminine est surveillée alors que certaines voix rappellent que tous ces changements ne sont que temporaires.



Un baiser, par Charles Fauquemy.
L'œuvre, illustrée de manière libre, est déposée à la Bibliothèque de la Marine, sous le n° de
vente et gravure, 400 000 071.

Des femmes mobilisées

Des le début du conflit, dans le contexte de l'Union sacrée, les femmes sont encouragées à remplir leur devoir. Elles jouent un rôle primordial dans le maintien du moral des soldats. La correspondance permet ainsi d'entretenir le lien familial entre les combattants du front et les conjointes restées à l'arrière. L'engagement féminin est encore déterminant dans l'organisation de l'aide aux mobilisés ou des soins donnés aux blessés.

L'allocation versée aux familles des soldats ou la pension des veuves de guerre ne suffisant pas toujours, les femmes doivent travailler. À Granville, la pêche à pied et le mareyage deviennent des activités essentiellement féminines. À l'automne 1915, l'arsenal de Cherbourg recrute une importante main-d'œuvre féminine afin de pallier l'absence des ouvriers et répondre aux commandes de guerre. Le nombre de femmes, au sein du personnel des directions des constructions et de l'artillerie navales, culmine en avril 1917 avec 1 496 ouvrières, soit 28% de l'effectif. Mais, dès la fin du conflit, elles sont congédiées massivement des usines, les hommes devant retrouver leur place.

La surveillance des « Filles publiques »

La prostitution est particulièrement répandue dans les zones où la présence militaire est importante, comme à Cherbourg. Un rapport du commissaire de police du 23 septembre 1918 mentionne l'existence de trois « maisons de tolérance » dans la ville dont l'une est interdite aux troupes américaines. Il évoque « la présence, [...], de contingents belges et anglais qui ont certainement contribué à y développer la prostitution ».

La prostitution suscite un regard ambivalent des pouvoirs publics. Elle génère de l'inquiétude pour l'état de santé des troupes, avec le risque de développement des maladies vénériennes. De plus, le milieu de la prostitution est toujours suspecté de favoriser l'espionnage. Pourtant, ces femmes, estime-t-on, participent au maintien du moral des troupes. Les autorités cherchent alors à encadrer davantage ce phénomène en favorisant les « maisons de tolérance ».



Portrait d'Anna
et de Solange Lenoir.
Elles se trouvent au Musée
national granvillais situé
au 21, rue de l'Église.
Collection
Archives de la Marine,
référence 21/1000000.
1 Mars 2012/19-2.



Cette photo photographique
a été prise
pendant la guerre,
musée 21/1000000
1 Mars 2012/19-2.



Une société en guerre

L'une des particularités de la Grande Guerre tient à la mobilisation de toutes les composantes des sociétés belligérantes et non plus de leur seul potentiel militaire. L'objectif est bien de faire converger toutes les forces des nations afin qu'elles participent à la victoire. La guerre se diffuse donc dans la société et imprègne le monde de l'enfance, les pratiques religieuses et même les loisirs.



Enfance et paroisses en guerre

Les populations du littoral n'échappent pas à cette évolution. Les enfants sont particulièrement visés par la propagande notamment à l'école, pourtant elle-même désorganisée par le départ, et parfois la perte, de ses instituteurs. Par exemple, à l'occasion du 14 juillet 1915, près de 1 400 enfants des établissements scolaires cherbourgeois sont conviés à une représentation théâtrale ponctuée par « plusieurs morceaux patriotiques » et suivie de la projection d'un film à la gloire du général Joffre.

L'Église est en prise avec la société. Malgré l'enrôlement d'une partie du clergé dans l'armée, les œuvres religieuses sont à l'origine d'hôpitaux auxiliaires. Messes et pèlerinages soutiennent moralement et spirituellement les mobilisés et leurs familles. Le 6 août, à Granville, Maxime Bourrée assiste ainsi à des « confessions en masse » à la caserne du 2^e de ligne. Le 5 septembre 1915, le Mont Saint-Michel accueille des pèlerins venus de Paris, afin de commémorer « le premier anniversaire de la bataille de la Marne ».



Un prêtre au chevet de soldats blessés, carte postale patriotique, (1914-1918). Archives de la Manche, collection « Chemin de la Vie », 1 Mars 2012/144-128

Loisirs et tourisme

Le patriotisme ou les sentiments antiallemands s'expriment dans toutes les productions culturelles, les livres, la publicité, les affiches, les cartes postales. Les journaux, s'ils sont parfois censurés, se font le plus souvent des agents du « bourrage de crâne ». Les loisirs, du sport au cinéma, servent presque toujours de prétexte pour rappeler les souffrances endurées par les soldats, les victoires remportées sur l'ennemi ou dénoncer ses crimes.

Le tourisme profite paradoxalement de la guerre. En 1914 et 1915, les stations balnéaires accueillent des réfugiés, puis des soldats convalescents, parfois visités par leurs familles. Une rue des Poilus en garde le souvenir à Coutainville. Dès l'année 1916, selon les rapports de la Banque de France, la saison « est particulièrement bonne tant à Granville que sur les plages environnantes. Toutes les villas sont, partout, louées et les hôtels sont pleins ». Succès confirmé en 1917, à tel point que les estivants aggravent l'inflation des produits de première nécessité.



Granville, les enfants aux bains, début 20^e siècle. Archives de la Manche, collection des cartes postales, 4/3/2012



Carte postale patriotique représentant une religieuse soignant un blessé. Archives de la Manche, collection J. C. Etienne, 1 Mars 2012/144-128



1919, l'année DE LA PAIX

Le 11 novembre 1918, l'annonce de l'Armistice donne lieu dans toute la France à de grandes fêtes. Partout, dans les villes et villages, des cérémonies religieuses et civiles sont organisées pour célébrer collectivement cette victoire et la fin des hostilités. De nombreuses festivités ponctuent encore l'année 1919, l'année du traité de paix, mais aussi celle du retour des mobilisés et des prisonniers de guerre.



Cherbourg
débarquement de prisonniers de guerre français
décembre 1918
ECHA 01 074 75 X 2101

Célébrations

À Cherbourg, par exemple, des drapeaux flottent aux balcons et la foule envahit les rues. Les forts de la rade tirent une salve d'artillerie alors que les hydravions de la base aéronavale survolent la ville. À Granville, le son des cloches se mêle au bruit des canons de navires français et alliés, ancrés dans le port.

Ces célébrations ne sont que les premières d'une longue série car ces localités s'animent encore à l'occasion de la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919, ou pour le retour des régiments, au printemps et à l'automne. La paix est ainsi accueillie à Cherbourg par une « vive allégresse ». La foule investit les rues, les bâtiments se pavoiient de drapeaux alliés de même que les navires présents dans la rade. Les Cherbourgeois peuvent, en outre, visiter les U-Boots livrés par l'Allemagne et stationnés dans le port.



Rapatriement des prisonniers de guerre
Brest-Nantes de France
à Cherbourg (1918-1919)
Action de la Manche, collection
des cartes postales, N° 128-1291



Granville, retour du 2^e régiment
d'infanterie en 1919
Collection personnelle



Cherbourg, arrivée d'un convoi
de prisonniers de guerre,
décembre 1918
ECHA 01 074 75 X 2140

Cherbourg, centre de rapatriement des prisonniers français

Des décembre 1918, les rapatriements de prisonniers sont rapidement organisés. En trois mois, entre novembre 1918 et janvier 1919, 81 % retrouvent le sol français. Pour les soldats détenus en Allemagne centrale ou septentrionale, le retour s'effectue par bateau via les ports de la Manche, dont celui de Cherbourg. Les autorités militaires de la ville s'attendent à recevoir « 30 000 prisonniers rapatriés d'Allemagne [...] à raison de 1 000 par jour ». Il faut donc organiser le centre d'accueil en faisant venir de Rennes « 30 000 collections d'effets », « 4 000 lits » et en libérant des logements dans les casernes de Querqueville et de Cherbourg.

Durant l'hiver 1918-1919, *Cherbourg-Éclair* couvre largement les arrivées de navires, toutes marquées par des cérémonies militaires. Une fois en France, les prisonniers libérés sont orientés par les centres de rapatriement vers un dépôt proche de leur domicile. Ils ne sont pas tout de suite démobilisés.

Granville, retour du 2^e régiment d'infanterie en 1919
Collection personnelle



Photographie, Mairie de Cherbourg, Cherbourg